

L'APPARENT TRIOMPHE DES DOMESTIQUES...

La «*journaliste*» qui, dans le FIGARO, signe Béatrice TAUPIN (Mais est-ce bien son véritable nom?) a une bien curieuse façon d'écrire l'histoire que Goebbels ou Staline auraient probablement admirée. Ainsi, le refus de la C.G.T.F.O. de se placer, en acceptant la présidence de la CNAM, sous la double houlette de Barrot et de Notat, serait «*la défaite de Blondel*». Devant tant d'ignominie, on doit se poser la question: de quel droit, des stipendiés, même titulaires d'une carte de journaliste, peuvent-ils mentir aussi effrontément?

Tout d'abord, la décision de la C.G.T.F.O. n'est pas celle du seul Blondel qui, rappelons-le, lors du dernier congrès, et au contraire de l'adjudant chef NOTAT, a été réélu secrétaire général de son organisation par plus de 85% des voix. Marc Blondel ne fait qu'exprimer publiquement les positions définies démocratiquement par les instances statutaires de la C.G.T.F.O.

La décision de la C.G.T.F.O. de ne pas s'intégrer dans la nouvelle *Charte du Travail* proposée par les nostalgiques de Vichy, s'inscrit dans la tradition du mouvement ouvrier de refus d'être la «*courroie de transmission*» de qui que se soit. C'est Léon Jouhaux, qui, en 1940, au contraire d'un René Belin, et de quelques autres, refuse d'entrer dans les institutions de Vichy. Il faut dire qu'en 1940, comme aujourd'hui, la décision n'était pas facile à prendre et on peut, à la rigueur, comprendre les hésitations de ceux qu'effraient la perspective de la «*chaise vide*». Mais l'histoire a tranché: Léon JOUHAUX avait raison!

Cela étant, on aurait tort de sous-estimer la portée politique de la décision du CNPF se couchant devant les injonctions de CHIRAC, JUPPÉ, eux-mêmes, agents serviles (et provisoires!) de l'impérialisme américain. En acceptant de conférer à des organisations qui ne sont finalement que ses valets une sorte d'investiture ouvrière, le CNPF se livre à un coup de force dont il n'a, probablement pas mesuré toutes les conséquences.

Mais la représentativité syndicale ne dépend pas des oukases gouvernementaux ou patronaux, mais bel et bien des travailleurs eux-mêmes. Ne sont véritablement «*interlocuteurs*» (et non «*partenaires*») que ceux mandatés par les travailleurs et pas seulement par des artifices légaux ou réglementaires... voire même électoraux ! On l'a bien vu en novembre-décembre 95 et les princes qui s'imaginent nous gouverner peuvent en être assurés, il y aura de nouveaux novembre/décembre 95 et, probablement, moins «*bon enfant*»!

De surcroît, CHIRAC et le CNPF devraient savoir que devant les dures réalités de la lutte des classes, les manœuvres, surtout lorsqu'elle relèvent de l'infantilisme politique, trouvent rapidement leurs limites.

Nous n'évoquerons que pour mémoire la position de VIANNET qui, prétendant réduire le problème de la présidence de la CNAM à une «*querelle de places*», en réalité, vole au secours du gouvernement NOTAT-JUPPÉ...

Quoi qu'il en soit, la C.G.T.F.O., continuatrice de la «*vieille C.G.T.*» et consciente de ses responsabilités a bien raison de ne pas choisir la politique du pire comme semblent vouloir la pratiquer gouvernement, CNPF et leurs valets «*syndicaux*».

En revendiquant la présidence de ce qui subsiste de paritarisme dans ce pays, et notamment la présidence de l'UNEDIC, la C.G.T.F.O. place gouvernement et patrons devant leurs responsabilités. Certes, ils peuvent toujours préférer les domestiques aux représentants des intérêts des travailleurs. Auquel cas, ils devront, tôt ou tard, assumer les conséquences de leur choix!

Quant à nous, notre choix est fait, c'est celui de l'indépendance et de la liberté. C'est, face au totalitarisme rampant de Bruxelles, celui de la démocratie!

Alexandre HÉBERT.

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE....

On lira avec profit les «*notes de lecture*» que nous devons au camarade Michel STERNFELD.

Il ne suffit plus d'écrire que «les communards sont montés à l'assaut du ciel», d'exalter le courage des révolutionnaires espagnols ou de chanter les louanges de la révolution russe.

Le fait est là: la Commune de Paris et la Révolution espagnole ont été défaites, la révolution russe s'est soldée par un échec.

Nos défaites, nos échecs ne sont dus ni à Dieu ni au Diable. Et le résultat de nos prochaines batailles dépend de notre aptitude à tirer lucidement les leçons de notre histoire. Tel est l'objectif que nous poursuivons par la publication de ces notes.

Alexandre HÉBERT.

Moshé ZALCMAN

Ouvrier tailleur, Moshé Zalcmán fut exilé de Pologne pour activité révolutionnaire et s'installa en France. A la révolution d'octobre, il part pour l'Ukraine Soviétique pour servir la révolution comme ouvrier tailleur à l'usine Gorki au centre de Kiev. Il est élu au comité de fabrique. Poursuivi pour ses opinions, il sera arrêté, torturé, déporté sans jugement en 1937 en Sibérie, réhabilité en 1956 en raison «*d'absence de corps du délit*» et aura la chance de pouvoir rentrer en France, toujours comme tailleur, toujours communiste, dans le quartier de la rue des Rosiers.

Il est également l'auteur d'une biographie de Joseph EPSTEIN qui est issu du même schtettel que lui en Pologne.

Extraits de «*La véridique histoire de Moshé, ouvrier juif et communiste au temps de Staline*», traduit du yiddish par Haliva Edelstein, Éditions Encres-Recherches - 1977, d'après les notes de lecture du camarade Michel STERNFELD.

Le Syndicat

Notre comité syndical était submergé de tâches: travail administratif de première nécessité, contrôle sanitaire, gestion des crèches, des garderies et des maisons de repos, versements financiers divers, vérification de la liste des malades, surveillance de la cuisine de la cantine, réception des rations alimentaires. En outre, le comité aidait les ouvriers à trouver un logement, fournissait des billets gratuits pour le théâtre, distribuait des repas aux écoliers, des layettes aux nouveaux-nés et organisait des caisses de secours. Mais le rôle principal d'un syndicat, qui consiste à revendiquer pour le travailleur un juste salaire sans être astreint à une norme, bref à défendre les intérêts du travailleur, ce rôle n'était pas assumé par notre comité syndical, ni par aucun autre dans ce pays.

Trotskisme...

Je participais à une assemblée du Soviet du secteur Leninski, dont relevait notre fabrique, assemblée qui devait examiner la question du ravitaillement dans les écoles. J'y pris la parole et je dis: «Si nous, les adultes, avons à subir des privations et des difficultés à cause de la construction du socialisme, c'est normal, car nous travaillons pour l'avenir, mais nos enfants ne doivent pas souffrir de discrimination: l'enfant d'un chef et l'enfant d'un ouvrier doivent être nourris de la même façon.

A peine eus-je fini qu'on m'attaqua de toutes parts. On cria que j'avais l'esprit mal tourné, que je faisais la politique des opportunistes, et finalement que mon intervention tenait du pur trotskisme. Devant cette dernière déclaration, les camarades prirent peur pour moi: le trotskisme était la plus grave accusation».

Il s'en sortit cette fois-ci en disant que la traduction du yiddish en russe avait été mal faite.

Pierre PASCAL

Ancien élève de l'École Normale Supérieure, catholique pratiquant, Pierre Pascal est en poste à Moscou lors de la révolution d'Octobre, en tant que militaire du contingent auprès de l'attaché militaire de l'ambassade de France. Enthousiasmé par la révolution d'Octobre, il est admis au *Parti Communiste de Russie* en 1918 et choisit de rester en Russie Soviétique. Il y restera jusqu'en 1933, date à laquelle il décide (et peut) rentrer en France.

En 1927, année dont sont issus ces extraits de son journal, il collabore à mi-temps au Komintern et à mi-temps à l'Institut Marx-Engels pour les traductions en Français des œuvres de Lénine.

Extraits du tome 4 de «*Journal de Russie*» publié à «*l'Âge d'homme*» - 1982 - d'après les notes de lecture du camarade Michel STERNFELD.

Extraits de la lettre à Pierre MONATTE du 27 janvier 1927

Autant je crois que (...) la Russie progresse économiquement, autant le mal bureaucratique est incurable sous le régime actuel de dictature de l'État, de dictature d'un Parti dans l'État, de dictature d'une clique dans le Parti. On parle de contrôle des masses mais c'est une duperie.

Comment, avec un tel régime, a-t-on pu obtenir des progrès économiques? C'est au prix d'une formidable exploitation de la classe ouvrière.

Tous les fameux avantages qu'on fait mousser: Facultés ouvrières, maisons de repos, maisons ouvrières, etc... sont pour une minorité d'ouvriers gagnant 150 à 200 roubles par mois... Pour les autres, il y a le règlement draconien qui punit plus sévèrement qu'en aucun autre pays, les heures supplémentaires obligatoires payées si l'employeur le veut bien, le renvoi à la première occasion, les salaires de 30, 40, 50 roubles, les relèvements périodiques des normes de production. Le comité d'usine défend le premier groupe, on le second. Le syndicat se confond ici avec le patron.

Rien de plus naïf que de faire fond sur l'opposition pour remédier à cette situation. Elle n'est séparée de la majorité que par des nuances de programme économique. Pour se faire une popularité elle a parlé de «démocratie dans le Parti» mais personne ne peut y croire dans la bouche de tyrans éprouvés comme Trotski, Zinoviev et leur bande.

On ne parle qu'avec «ironie» du «socialisme dans un seul pays» car on ne croit plus au socialisme.

Les paysans n'ont que 5% de l'argent déposé dans les caisses d'épargne. Pas de confiance. Il faudrait savoir contre qui ils en ont. Contre les ouvriers, à cause des 8 heures, des congés, de l'assurance? Ou comprennent-ils que le mal est dans la bureaucratie? En tous cas, si leur colère éclate, elle se manifesterait d'abord par un immense pogrom antisémite, et là, paysans et ouvriers marcheront ensemble. Il est remarquable qu'en février 1917 il n'y a pas eu la moindre velléité de pogrom.

Relevé dans Rabotchaia Gazeta du 21 février 1927:

Dans une usine électrique de Senda (province d'Ivanovo Voznesensk), un jeune apprenti est martyrisé par ses camarades adultes: à chaque fois, on veut l'obliger à payer sa tournée. Il accepte une fois, il refuse les autres fois, cache son argent. Pour l'obliger à le donner, on lui fait des piqûres électriques, on le bat jusqu'au sang, tout cela pour boire et parce qu'il est juif et sans défense.

A l'Institut Marx-Engels, résultat de l'entrevue du 24 février 1927 avec Walecki pour apporter quelques «corrections» à quelques phrases de Lénine pour les Pages Choisies:

Ainsi, il ne fallait pas dire que ce sont les anars qui ont, les premiers, lancé l'idée de la grève générale révolutionnaire, et surtout il ne faut pas écrire qu'au début Lénine traitait cette idée d'absurde toutes les fois qu'il la rencontrait. Il ne faut pas dire que Sombart est un «économiste de grand talent», car en 1927, il est connu comme un vrai réactionnaire «tombé dans le cléricisme». On supprimera donc ces quatre mots. Il ne faut pas dire que «La Pravda» de Trotski était jugée plus intéressante en Russie que «le Prolétaire», il ne faut pas trop louer Trotski.

Dimanche 4 septembre 1927

Nul régime n'a jamais été à ce point le régime du mensonge. Le résultat est brillant: un jeune Français vient visiter l'Institut, c'est un intellectuel enthousiaste, qui rappelle les «héros» Sadoul, Guilbeaux, Pascal! et qui me regarde avec admiration. Il vient étudier l'édification socialiste à l'Académie communiste! Il est ici depuis deux mois. Il est persuadé dur comme fer qu'on est sur la voie socialiste: les maisons ouvrières,

les fabriques à l'État, ... il ne voit rien, rien des réalités. Un communiste de la Prombank lui a dit que notre accumulation annuelle dépasse celle des États-Unis, et cela lui suffit. Il assure qu'il y a une formidable persécution du communisme en France et il le croit. Il la compare à la liberté dont on jouit ici, et il le croit.

Jeudi 13 octobre 1927:

Hier soir, on m'a porté le fameux «Projet de plate-forme des bolcheviks-léninistes (opposition) pour le 15^{ème} Congrès». La partie positive n'est que démagogie pure. Ils ont trouvé une multitude de choses, qu'ils ont inscrites dans leur programme, sans se demander un instant s'ils pourraient en réaliser même la dixième partie. Démagogie grossière! Ce qui est mieux, c'est la partie critique, l'introduction ici des communistes disent ce que n'ont jamais osé dire des anars. Pour montrer à quel point la politique suivie est anti-ouvrière, on ne saurait désirer mieux. Leur grand tort est d'abord d'estimer que le mal est réparable, mais autrement ils ne seraient pas communistes. Ensuite, c'est d'accuser de ce mal Staline, oubliant la part qu'ils en ont.

Vendredi 14 octobre 1927:

Les anars avaient tellement foi dans les bolcheviks que lorsque ceux-ci, en avril 1918, assiégèrent leurs maisons, beaucoup prirent leurs assaillants pour des gardes blancs. Détrompés, ils ne se défendirent cependant pas comme ils auraient pu (ils avaient à Moscou 14.000 hommes armés), croyant à un malentendu, ils détournèrent les ouvriers de les défendre.

Lettre d'Étienne LACOSTE (poète français) aux dirigeants du P.C.R.:

J'en avertis mes camarades authentiquement léninistes et indépendants. Si j'apprends qu'un parti ou l'autre passe à des excès et des violences sur les chefs ou membres de ces partis ou tendances, je fais appel à l'honneur de l'Armée Rouge, qui m'aime et que j'aime, à l'honneur du Proletariat international, dont le prolétariat chinois, pour se porter décisivement et en tous temps historiques du côté de la tendance qui aura été attaquée.

Lettre de Pierre PASCAL du 18 novembre 1927 (publiée dans le «Bulletin communiste» n°22-23 octobre-novembre 1927)

Vous demandez des impressions sur la lutte intestine du Parti. Je n'ai aucun penchant pour l'opposition, mais en ce moment je ne veux lui faire aucun mal, parce qu'elle est battue et qu'elle joue un rôle utile.

L'opposition représente tout ce qui reste de révolutionnaire dans le parti communiste. Elle a cette utilité de délivrer, dans certains milieux, la pensée critique.

Mais l'opposition ne paraît pas toujours savoir ce qu'elle veut, elle travaille énergiquement à détruire le régime de Staline sans en concevoir un très différent, et peut-être gouvernerait-elle demain exactement comme les dirigeants actuels.

L'opposition, privée de tout moyen d'expression, n'a dans le Parti qu'une petite minorité, et les staliniens convaincus ne sont aussi qu'en très petit nombre. Le gros du Parti est passif et, par conséquent, vote pour les résolutions officielles sans y croire. En dehors du Parti, tout le monde sympathise avec l'opposition: presque personne pour son programme mais presque tous parce qu'elle est l'opposition.

NON A LA DIPLOMATIE SECRÈTE

A Ancenis, nous avons appris, comme beaucoup de camarades sans doute, que la *Fédération de la Métallurgie FORCE OUVRIERE* signerait l'accord sur l'annualisation du temps de travail par un tract C.F.D.T. dans les panneaux, le vendredi 10 mai.

Étonnement, puis colère des militants. Malgré cinq réunions préparatoires avec l'UIMM, pas une circulaire officielle d'information sur le contenu de l'accord. Pour avoir une petite idée de ce qui se tramait en coulisse, il fallait s'en tenir aux bribes d'information distillées par la presse.

Mais de qui se moque-t-on? Les militants, dans les entreprises, ont droit à un autre traitement que le

dédain affiché par les négociateurs de la Fédération. Se prendraient-ils pour «*dieu le père*»? N'est-il pas démagogique d'annoncer partout une 6^{ème} semaine de congés payés. Qui se la paie? et à quel prix?

Si bien sûr, tout n'est pas mauvais dans cet accord, la façon dont il a été négocié laisse un goût amer, et il faudra user bien de la salive pour expliquer pourquoi F.O. a signé. Car maintenant, camarades, nous négocions constamment le dos au mur et sur les revendications des patrons. En fin de course, on nous dit qu'on aurait pu mourir, mais en définitive, on a bien négocié, on n'a que deux jambes cassées!

En plaçant toujours la barre plus haut, les patrons grignotent petit à petit tous nos avantages en réussissant le tour de force de faire cautionner leurs ponctions, tantôt par tel syndicat, tantôt par tel autre. Ils avancent inexorablement comme sur un jeu d'échec, malheureusement cela se terminera par «*échec et mat*» pour les salariés.

On peut se poser une question, si nous n'avons pas le rapport des forces pour faire changer les choses, alors ne cautionnons pas leur politique par de tels accords. Ne renversons pas les rôles, ce n'est pas à nous, syndicalistes, de moudre le grain pour les patrons.

Jean-Yves BROCHARD.

MANIFESTATION AU MUR DES FÉDÉRÉS

Le 1^{er} juin 96, à la manifestation organisée par le *Parti des Travailleurs* devant le Mur des Fédérés, notre camarade Christian PIERRALI a prononcé l'allocution suivante:

Camarades,

Les Anarcho-Syndicalistes qui se réclament de la tradition de Pelloutier, c'est-à-dire de celle des Bourses du Travail représentatives de l'interprofessionnelle, autrement dit de la classe ouvrière dans sa totalité se devaient d'être représentés à cette manifestation devant le mur des Fédérés.

La Commune de Paris de 1871 s'inscrit dans la continuité de la Révolution Française. Elle s'inspire de la Commune insurrectionnelle du 10 août 1792 sur laquelle s'appuyèrent les Jacobins.

L'œuvre de la Commune de 1871 fut considérable. Les anarchistes n'oublient pas qu'elle proposait une autre organisation sociale fondée sur une Fédération de Communes, autrement dit, qu'elle affirmait le principe fédératif comme l'un des moyens de l'émancipation des travailleurs.

A un moment où, par un scandaleux abus des mots, certains osent baptiser le monstre bureaucratique et totalitaire qui siège à Bruxelles «d'Europe Fédérale», il est nécessaire de redonner au «Fédéralisme» sa véritable signification.

A la lueur des leçons de l'histoire, on peut constater qu'en réprimant avec une sauvagerie inouïe les insurgés de 1871, la bourgeoisie française apeurée a renié ses propres origines et, d'une certaine manière, marqué le début d'un long déclin qui, aujourd'hui, aboutit au triomphe apparent des idéologies universalistes et mondialistes qui dissimulent mal la volonté des hommes du grand capital international d'exploiter sans limites le prolétariat mondial!

Mais, les récents événements de novembre-décembre 95 en France, montrent l'exemple et lorsque les ouvriers allemands défilent avec des drapeaux tricolores, il est évident pour tout le monde qu'ils ne se réfèrent pas au petit Monsieur Thiers mais aux combattants de la Commune.

Cela étant, la Commune de Paris, et d'une certaine manière, la Révolution russe, nous ont appris à ne rien sacraliser et nous enseigne, que, notamment, l'usage de la violence n'était pas nécessairement synonyme de victoire.

Pour autant, rien ne prouve que pour la défense des libertés, et au-delà, de la civilisation l'usage de la violence ne soit pas finalement nécessaire.

Aux apprentis sorciers qui prétendent nous imposer l'assujettissement à un ordre totalitaire et mondial, et qui, ainsi préparent la guerre civile, les insurgés de la Commune, ceux de tous les pays, apportent une réponse

VIVE LA COMMUNE DE PARIS!

«NE PAS JOUER LES UNS CONTRE LES AUTRES»...

C'est en ces termes que Louis VIANNET (*Le Monde* -14 juin 1996), au nom du «rassemblement» pour la «réalisation de l'unité», renvoie dos à dos la C.G.T.F.O. et la C.F.D.T.

Autrement dit, en se plaçant délibérément sur le terrain de simples oppositions pour se «répartir les places», ce qu'*Antenne2* appelait la «course au trésor», le Secrétaire Général de la C.G.T. contribue à brouiller les cartes.

Nous ne soupçonnons pas VIANNET de débilité mentale ou de sénilité avancée. Dirigeant éminent de l'appareil néostalinien, il doit appliquer la ligne «*renovatrice*» du P.C.F. dont l'objectif est de réaliser le consensus gestionnaire au sein de l'économie de marché.

Louis VIANNET connaît parfaitement la différence de nature, entre la C.G.T.F.O., centrale syndicale réformiste et la C.F.D.T., organisation du corporatisme. Il sait que ce réformisme syndical, indépendant, (certes toujours menacé d'intégration), s'oppose, à toutes les autres conceptions du syndicalisme, tendant à transformer les syndicats en simples rouages de l'État.

Une nouvelle fois, ce qui est clairement posé, c'est bien la place du syndicalisme par rapport à l'État. Une organisation syndicale qui tient à maintenir son indépendance comme condition essentielle à son existence, ne peut pas, sous aucun prétexte, accepter de présider la CNAM dont la seule mission est désormais et exclusivement d'appliquer les décisions de l'État que celui-ci prend seul. Il ne s'agit plus, en la matière, de simple politique de présence, consultative, ou réellement paritaire pour cogérer ou contrôler la gestion, d'institutions qui décident elles-mêmes, ou en partie, de leurs objectifs.

Il s'agit d'être des exécutants, des subsidiaires, des délégataires. C'est l'application du principe de subsidiarité, dans toute sa rigueur totalitaire.

C'est très exactement le contraire de la déclaration de principe du congrès constitutif de la C.G.T.F.O. en 1948:

«Considérant que le syndicalisme ouvrier ne doit pas lier son destin à celui de l'État, ou s'associer à des groupements politiques quelconques dont l'objectif est la conquête de cet État et l'affermissement de ses privilèges, l'organisation syndicale réalisera son programme et ses perspectives en toute indépendance».

C'est à ce principe fondamental que s'opposent, et VIANNET, et NOTAT, avec VIGIE-SÉCU. Venant de leur part et de ce qu'ils représentent sur l'échiquier politique, cela ne nous étonne pas.

Plus surprenante, voire incompréhensible, serait par contre l'attitude de syndicalistes, qui, après les interrogations, après la recherche légitime de compromis acceptables avec les interlocuteurs sociaux, mais que nous savons maintenant impossibles, s'obstineraient, malgré tout, à défendre l'indéfendable.

Nous condamnerions. Sans appel.

Jo. SALAMERO.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.
